

Interv CN - Fabien Roussel - 5 juillet 2025

Bonjour à toutes et tous,

Avant de commencer, je voudrais saluer en votre nom à toutes et à tous, l'arrivée de deux nouveaux secrétaires fédéraux : Jérémy Le Moinier dans le Tarn-et-Garonne et Lucas Delaunay dans le Calvados. Bienvenue à vous les camarades, on compte sur vous !

* * * *

Chers camarades,

Nous voici arrivés au terme d'une séquence particulièrement dense, politiquement, socialement tant au niveau national qu'international.

La maison brûle, toujours un peu plus sous l'effet de pyromanes toujours plus nombreux.

Partout sur la planète ce sont les peuples, d'abord et avant tout, qui en payent le prix fort.

Le prix du sang et des larmes en Palestine, en Ukraine, au Soudan, dans la région des Grands lacs ou au Myanmar. Les morts se comptent désormais par centaines de milliers et s'accompagnent de déplacements massifs de population, de destructions considérables d'infrastructures.

Il n'y a jamais eu autant de guerres sur la planète depuis 1946, générées par un impérialisme décomplexé, débridé, alimentées par les extrêmes droites qui arrivent au pouvoir et sans aucune intervention des instances de régulation mises en place au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Le monde est en train de se recomposer à grande vitesse.

Dans ce nouveau clair-obscur de l'Humanité d'où tous les monstres peuvent surgir, mener le combat comme nous le faisons est une entreprise difficile, courageuse.

D'autant que tout est fait pour cliver à outrance, pour hystériser chaque sujet, pour empêcher tout débat, toute confrontation d'idées.

Sur la Palestine, il y aurait d'un côté les « islamo-gauchistes », antisémites et de l'autre, des fascistes et l'extrême droite.

Sur l'Ukraine, il faut choisir son camp, celui de Zelensky ou celui de Poutine.

Sur l'Iran, celui qui ne soutient pas les frappes israéliennes et américaines et forcément du côté des Mollah iraniens.

A chaque fois, le camp de la Paix n'existe pas.

De l'extrême-gauche à l'extrême droite, tout est fait pour entretenir un climat de défiance et de haine qui nourrit le récit d'une France fracturée ; une France de divisions ; une France de communautés retranchées qui aurait abandonné toute ambition collective, tout projet commun.

Malgré cela, nous sommes des millions à vouloir la Paix et le meilleur pour nos enfants, à refuser de rentrer dans ces confrontations permanentes, front contre front que certains nous proposent comme unique horizon.

Alors oui, les forces que nous avons face à nous sont puissantes, nombreuses, organisées, financées.

Mais non, elles n'ont pas gagné la bataille idéologique.

Dans le mouvement social dans les syndicats, la vie associative, dans les communes, dans les villages il y a des centaines de milliers d'élus locaux, de bénévoles, de militants qui résistent, se battent, espèrent. Nous sommes avec eux.

Nous prenons le parti des Jours Heureux, celui de la paix, de la fraternité, de la justice, de l'égalité.

Le Parti communiste français, même affaibli, a un rôle immense à jouer en ce moment, à la veille d'une crise politique profonde, grave.

La force militante comme l'ensemble des élus locaux - je pense encore à ceux que j'ai rencontrés dans le Gers et dans le Lot et Garonne - représente une richesse inestimable pour faire grandir l'espoir du changement, pour construire les rassemblements les plus larges, les plus sincères, les plus ambitieux pour notre peuple.

Cela suppose de bien analyser la situation dans laquelle se trouve notre pays, d'être pleinement ancrés dans les luttes et de porter avec force les aspirations profondes de nos concitoyens contre la vie chère, pour des services publics de qualité, pour la reconquête de notre industrie, pour la Paix et la protection de la planète.

C'est la condition pour retrouver le chemin du peuple et construire la majorité politique dont le pays a besoin pour relever les défis sociaux, démocratiques et écologiques qui sont devant nous.

C'est par l'unité du monde du travail, en permettant au peuple de redevenir acteur de son destin, que nous pourrons bâtir l'union solide et durable des forces progressistes.

Il nous faut travailler sur le fond, réinventer la gauche, par la base, sur un socle clair, transformateur et ambitieux et avec un Parti communiste plus fort, plus influent.

Et celles et ceux qui pensent que la gauche gagnera les élections de 2027 sans chercher à convaincre plus largement, sans chercher à dépasser les 25% mais juste en se lançant dans une primaire de candidats, en sacrifiant le fond et les idées, se trompent lourdement.

C'est le sens des dix propositions que nous vous proposons de mettre en débat avec les Français dès cet été et, avec plus de force encore, à la rentrée de septembre en utilisant la Fête de l'Humanité comme un tremplin, une occasion de les populariser plus largement, de les confronter et de les enrichir.

Ces dix propositions que je ne détaillerais pas – vous les avez sous les yeux -, elles dessinent un projet pour la France. Une ambition communiste pour révolutionner l'emploi, sécuriser les parcours de vie, établir enfin l'égalité femme-homme, relever le défi énergétique et climatique, reprendre en main la production ou poser les bases d'une nouvelle industrialisation.

C'est le parti pris du travail et de la Paix. C'est le choix de la République laïque et sociale contre l'obscurantisme et l'oligarchie de la finance.

Nous proposons aux Français un pacte de confiance, un pacte d'avenir pour la France.

Dans les prochaines semaines, les prochains mois, nous proposons d'aller à la rencontre de nos concitoyens pour leur présenter, en discuter avec eux, l'enrichir de leurs idées.

C'est la contribution la plus utile je crois au débat impératif qui doit aussi se mener à gauche si nous voulons être en mesure de remporter des victoires politiques et électorales.

Nous avons, pour cela, besoin de partir de leurs urgences, de leurs priorités.

Sondage après sondage, l'urgence première, celle qui revient dans tous nos échanges avec nos concitoyens, c'est le pouvoir d'achat, c'est la vie chère ! C'est une question éminemment politique au cœur du rapport Capital/ Travail sur laquelle, nous les communistes, avons beaucoup à dire !

Partout, les factures explosent. Le gaz, c'est 22 % en plus depuis 2021 et les prix vont encore augmenter au 1er août avec la hausse de la TVA sur les abonnements. Les assurances, c'est plus 16 %. L'alimentation, plus 20 %, parfois plus de 40 % sur certains produits de grande consommation.

Les budgets des familles sont de plus en plus serrés. En un mois, parfois moins, les factures contraintes – le loyer, le gaz, le plein de la voiture et l'alimentation de base – absorbent largement un salaire.

Pour les retraités, les familles monoparentales, pour les 4 millions de salariés à temps partiel, pour les 3 millions de femmes et d'hommes qui essaient de joindre les deux bouts avec un SMIC, la situation est intenable.

Il faut agir rapidement sur les loyers, sur les factures d'électricité et de gaz, sur les produits de première nécessité. La hausse de la TVA sur le gaz, c'est 1,5 milliard de plus qui vont être prélevés chez nos concitoyens !

Nous nageons en pleine absurdité. Nous demandons au gouvernement d'inscrire, en urgence, à l'ordre du jour du Parlement, des mesures fortes contre la vie chère et pour indexer les salaires et les pensions sur l'inflation.

Au lieu de cela, ce qu'ils nous proposent c'est la sous-indexation des pensions pour les cinq prochaines années et l'augmentation de la CSG pour les retraités.

Ce qu'ils nous proposent, c'est une nouvelle saignée de 8 milliards d'euros pour les collectivités locales, une nouvelle hémorragie de 18 milliards pour la Sécurité sociale, le retour de la TVA « sociale » comme ils disent, une nouvelle réforme de l'indemnisation chômage ou la baisse de la prise en charge des affections de longue durée...

La liste est longue des mauvais coups qui se profilent et ce sont les classes populaires, les petits salaires, les petites retraites, les plus fragiles qui vont, une fois de plus, faire les frais d'une austérité budgétaire, contraire à toute notion de justice sociale ou fiscale, contraire à toute notion d'intérêt général.

Ce gouvernement représente un danger pour l'avenir de notre pays, un danger pour l'avenir de nos services publics, un danger pour l'avenir de notre tissu industriel, un danger pour nos emplois, nos salaires, nos retraites, notre protection et notre cohésion sociale.

Sans majorité, discrédité, ses propres projets de loi ont du mal à passer quand ils ne sont pas tout simplement rejetés.

La censure, malheureusement, reste le seul moyen au Parlement pour empêcher les mauvais coups contre le peuple, les travailleurs, le pouvoir d'achat ou nos services publics.

Nous irons dans les prochains jours à la rencontre des ministres chargés de bâtir le budget de la France pour leur faire passer un message très clair : nous n'accepterons aucune mesure de plus qui frapperait le pouvoir d'achat de nos concitoyens !

Et nous viendrons avec une série de propositions dont celles contenues dans les 10 mesures proposées aujourd'hui.

En attendant, notre priorité c'est d'entendre et de répondre à la détresse, aux colères légitimes des Françaises et des Français.

Notre urgence, c'est de faire monter les luttes, aller au contact des salariés dans les entreprises, faire vivre nos propositions sur nos lieux de vacances, nos lieux de travail, partout et tout l'été pour construire les mobilisations les plus larges possibles.

Tous les secteurs de la société sont concernés.

Pour l'illustrer, ces dernières semaines, en lien avec les commissions concernées que je salue, nous avons eu de nombreuses rencontres sur un grand nombre de sujets.

Que ce soit sur l'industrie, sur l'énergie nucléaire, sur la protection de l'enfance, sur l'enseignement supérieur où pour la première fois nous avons pu échanger avec une quinzaine de présidents d'Université de toute la France, ou qu'il s'agisse de la journée organisée le 4 juin avec l'Organisation de Libération de la Palestine, nous avons pu partager l'état de la réflexion que nous menons et le sérieux des propositions que nous mettons dans le débat.

Soyons fiers de ce que nous faisons.

Ce sont des armes de conviction massives. La marque de notre originalité à gauche. L'expression d'un parti intellectuellement bien vivant, connecté au réel et à ses enjeux.

Certes cela fait moins de bruit qu'une flottille à Gaza.

Mais ce travail que nous faisons paiera un jour car sur le fond, nos idées, nos propositions sont justes.

Et à travers ces rencontres, se dessine notre projet pour la France.

Un projet de rupture avec les logiques capitalistes qui remet l'être humain et la planète au cœur de ses objectifs ; qui donne de la chair à l'ambition fraternelle des Jours Heureux que nous portons pour notre pays et bien au-delà.

Un projet qui fonde la raison d'être du Parti communiste français, de ses militants et de ses élus.

À quoi sert une force politique si elle ne porte pas un projet de société, si elle ne met pas tout en œuvre pour le faire gagner ?

A une période où tout nous conduit à baisser la tête ; où tout est fait pour que nous doutions de notre capacité à agir, mesurons la force que nous représentons, encore :

Avec nos 600 maires, ce sont plus de 2,6 millions de nos concitoyens qui vivent dans des communes que nous administrons.

Avec nos 5 000 élus, municipaux, intercommunaux ou métropolitains et une forte implantation dans les territoires ruraux et les villes de moins de 10 000 habitants, notre maillage territorial est l'un des plus conséquents du pays. Le second en importance à gauche.

Et quand je fais un déplacement dans des territoires très ruraux comme le Gers ou le Lot-et-Garonne, je suis fier de voir des camarades, des élus locaux si bien implantés et respectés.

Dans les régions, dans les conseils départementaux, dans l'ensemble des collectivités territoriales, nos élus – qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition – inventent, agissent et transforment avec comme unique boussole celle de l'intérêt général.

Au parlement, nos députés et sénateurs agissent constamment pour dénoncer les mauvais coups portés contre le peuple mais aussi pour montrer que d'autres choix sont possibles :

Et je veux saluer le formidable travail qu'ils mènent contre les forces de l'argent et pour les gens.

C'est le travail de Fabien Gay, rapporteur de la commission d'enquête sur les aides publiques aux entreprises ; c'est la proposition de loi d'Edouard Bénard sur les allocations versées dès le premier enfant ; c'est celui de toutes nos sénatrices, sénateurs et députés qui, jour après jour, dans des conditions difficiles arrivent à faire bouger les lignes du débat et à obtenir des victoires politiques.

A la veille des municipales, c'est aussi l'occasion de rappeler ce que le PCF sait faire, ce que le PCF sait gagner partout sur le territoire.

Que ce soit pour la gratuité des transports à Clermont-Ferrand ou à Martigues, pour la réappropriation sociale de l'eau à Grigny ou à Rennes, pour le développement des cantines publiques à Fontenay-sous-Bois ou à Corbeil-Essonnes, pour d'autres modèles agricoles à Villejuif, pour le droit aux vacances à Tarnos

ou les budgets participatifs à Montreuil, les élus communistes et républicains se battent pied à pied, pour tous les habitants.

C'est pour cela que j'ai tiré la sonnette d'alarme.

Les municipales qui arrivent et les conquêtes ou les reconquêtes des pouvoirs locaux qu'elles permettent, doivent servir de point d'appui pour continuer de mettre en œuvre nos propositions, crédibiliser notre pratique et construire, à partir de cela, une dynamique nationale avec un objectif : l'exercice du pouvoir local et national, au service d'un unique projet : transformer la société pour changer la vie des gens.

Mais au soir du second tour de mars 2026, si la gauche sort affaiblie du scrutin, si du fait des divisions, des villes de premier plan tombent dans l'escarcelle de forces de droite et d'extrême-droite, l'onde de choc sera terrible.

D'autant plus forte si le RN sort encore renforcé d'une séquence locale où il n'a encore jamais réussi à percer.

C'est pour cela que je me suis adressé aux forces de gauche et écologistes lundi dernier à l'issue de notre conseil exécutif : Pour leur dire que la première échéance que nous avons devant nous, que la gauche a devant elle, ce sont les élections municipales. Et c'est donc maintenant, tout de suite, que nous devons nous unir et montrer ce que la gauche sait faire dans les villes qu'elle dirige et ce qu'elle fera dans les villes qu'elle a l'ambition de gagner !

Je le redis ici avec force : nous n'accepterons pas les divisions aux municipales ! Nous ne ferons pas l'impasse sur cette élection si importante pour nos concitoyens ! Le meilleur moyen de se projeter vers 2027, c'est de réussir et gagner en 2026 !

Pour notre part, nous le disons aussi clairement : oui, il faut une candidature capable de rassembler largement, associée à un projet ambitieux, en rupture avec le capitalisme. Et le PCF, fort de son travail, de son implantation, de son expérience y compris avec la dernière présidentielle, est tout à fait capable de travailler à une telle candidature pour la mettre au service de ce rassemblement !

Pourquoi ne pas la mettre en débat parmi les Français comme d'autres le font déjà ?

Les élections présidentielles se tiendront dans 2 ans. D'ici là, beaucoup d'eau va couler sous les ponts.

Nous censurerons le gouvernement lors du budget si celui-ci prévoit toujours un budget d'austérité dur pour le pouvoir d'achat, pour nos communes, pour la sécurité sociale.

Que se passera-t-il après ? Le Président appuiera-t-il une nouvelle fois sur le bouton de la dissolution et créer une crise politique profonde ? Tout est possible.

C'est pourquoi nous devons nous préparer à des législatives anticipées et à toutes les éventualités. Y compris, comme nous en avons décidé lors de notre dernière conférence nationale, en construisant des candidatures de rassemblement, au plus près des réalités locales, tenant compte des rapports de force, dans tous les départements de France.

Nous devons également nous y préparer financièrement. Car ces batailles ne se mènent pas sans moyens. Et il nous faudra trouver, ensemble, les voies et moyens d'associer largement les communistes et tous nos compagnons de route à cet objectif.

Enfin, nous proposons de réunir notre 40^e congrès statutaire au début de l'été 2026. Ce sera l'occasion, 3 ans après notre dernier

congrès, de faire le point sur l'état de notre pays, sur la situation politique, sur notre projet politique et d'élire les directions chargées de mettre en œuvre nos orientations.

Je voudrais terminer ce propos introductif en vous disant un mot sur la Fête de l'Humanité qui doit être, le grand rendez-vous populaire et politique de la rentrée.

L'occasion pour les communistes, après nos universités d'été, de se retrouver et de faire la fête bien sûr, mais l'occasion aussi d'affirmer auprès d'un public large, notre singularité et notre projet.

C'est à nous, militants et dirigeants du PCF qu'il revient de faire de cette fête une grande fête politique et non un festival.

C'est à nous qu'il revient de faire vivre la vignette militante, d'en vendre beaucoup plus avec l'objectif de dépasser la vente commerciale.

C'est à nous qu'il revient de faire de cette fête un grand rendez-vous pour faire des milliers d'adhésions et d'être très offensifs sur le renforcement de notre parti.

Cette année, plus que toute autre, l'Humanité, notre journal a besoin de nous, a besoin de tous ses lecteurs pour faire face à l'explosion des coûts qui menacent la tenue même de notre fête.

Une souscription a été lancée par notre ami Fabien Gay. Je sais qu'elle trouvera auprès de tous nos camarades un écho attentif tant notre histoire comme nos destins sont liés.

Alors, mes camarades, longue vie à notre journal l'Humanité et à sa fête, longue vie au Parti communiste Français et à notre rêve commun d'une humanité libérée de ses chaînes ; une

humanité à pied d'œuvre pour bâtir des jours heureux dans un monde de paix et de fraternité.